

LES ECHELLES DE GOUVERNEMENT DANS LE MONDE

GOUVERNER LA FRANCE DEPUIS 1946 :
ÉTAT, GOUVERNEMENT, ADMINISTRATION
ET OPINION PUBLIQUE



**I- 1946-58 :
RECONSTRUIRE L'ETAT
DANS L'APRÈS-GUERRE**



PROGRAMME DU CNR

Ainsi, les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du Conseil National de la Résistance, délibérant en Assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant. [...]

II- Mesures à appliquer dès la libération du territoire

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- l'intensification de la production nationale **selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat** après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le **retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun**, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ; [...]

INTERVENTION DE L'ETAT : planification, nationalisation des entreprises



b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'aménagement du régime contractuel du travail ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ; [...]
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

INTERVENTION DE L'ETAT : minimum des salaires, politique monétaire, droit du travail (réglementation)

ETAT-PROVIDENCE : protection de l'individu, sécurité sociale, retraites



c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui en auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale. [...]

UNE REELLE DEMOCRATIE : réaction contre Vichy, nouvelles institutions, élections...

ANTI-COLONIALISME : volonté de rendre l'indépendance aux colonies



PROGRAMME DU CNR

Ainsi, les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du Conseil National de la Résistance, délibérant en Assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant. [...]

II- Mesures à appliquer dès la libération du territoire

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ; [...]

INTERVENTION DE L'ETAT : planification, nationalisation des entreprises

UNE REELLE DEMOCRATIE



I- 1946-58 : RECONSTRUIRE L'ETAT DANS L'APRÈS-GUERRE

A- La modernisation économique et sociale
de l'Etat pour mieux reconstruire



UN ETAT KEYNESIEN : L'INTERVENTIONNISME DANS L'ECONOMIE

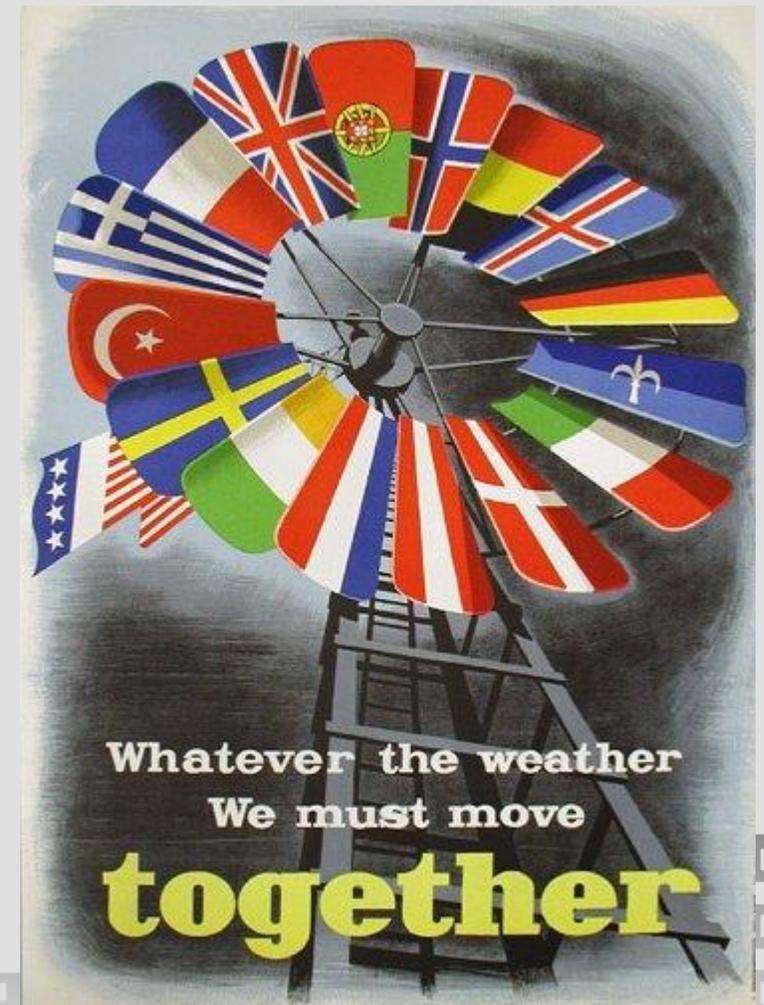
Planification



Nationalisations



... grâce au Plan Marshall



Préambule de la Constitution (1946)

Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. [...]

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

Préambule de la Constitution de la IV^e République, 27 octobre 1946, intégré à la Constitution de 1958.

UN ETAT KEYNESIEN : LA MISE EN PLACE D'UN ETAT-PROVIDENCE

La Sécurité Sociale (1946)



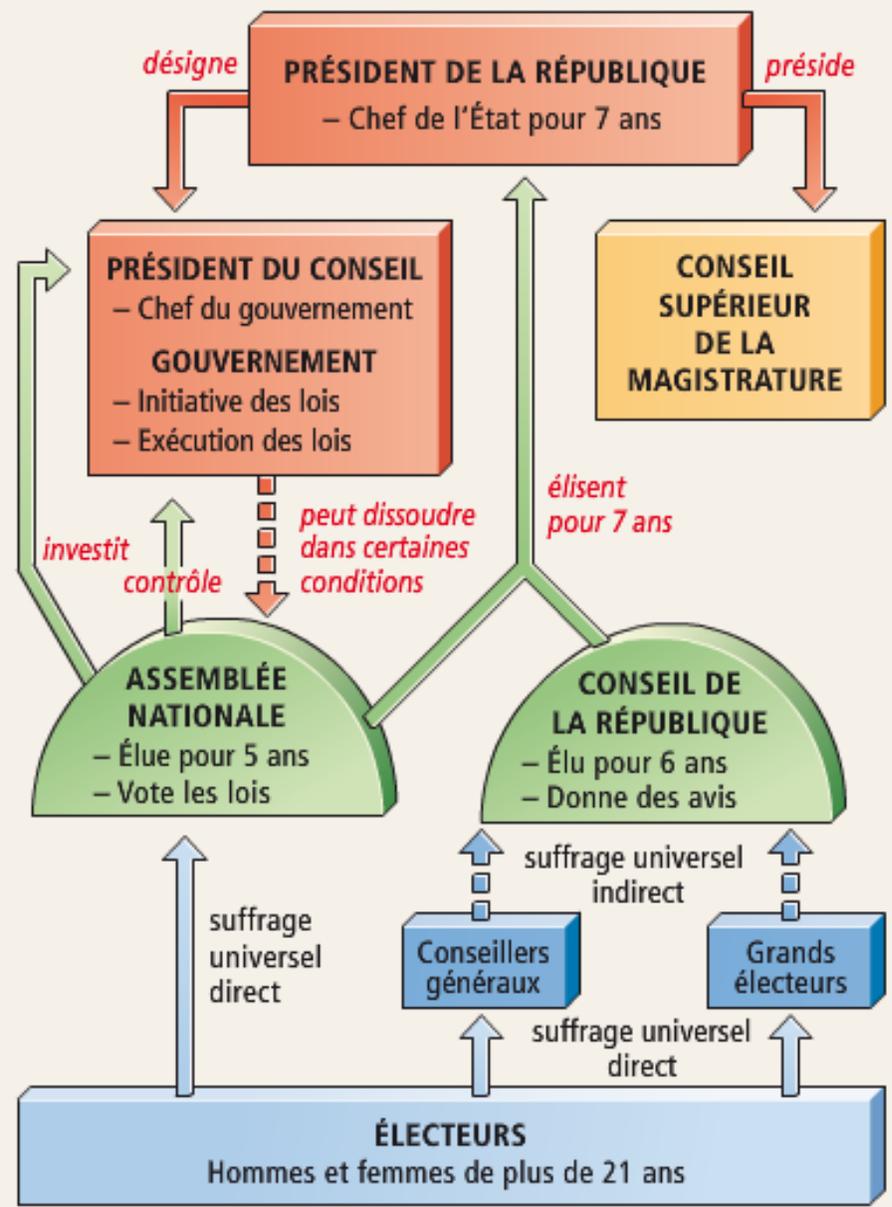
I- 1946-58 : RECONSTRUIRE L'ETAT DANS L'APRÈS-GUERRE

A- La modernisation économique et sociale de l'Etat pour mieux reconstruire

B- La modernisation politique et administrative



IV^e République



29 avril 1945 :
les Françaises votent pour la première fois

7 mai 1946 :
Loi Lamine-Guèye
Les ressortissants des colonies sont citoyens

LOI n° 46-940 du 7 mai 1946 tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique. — A partir du 1^{er} juin 1946, tous les ressortissants des territoires d'outre-mer (Algérie comprise) ont la qualité de citoyen, au même titre que les nationaux français de la métropole ou des territoires d'outre-mer. Des lois particulières établiront les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs droits de citoyens.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de l'intérieur,
ANDRÉ LE TROQUER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
MARIUS MOUTET.

I- 1946-58 : RECONSTRUIRE L'ETAT DANS L'APRÈS-GUERRE

A- La modernisation économique et sociale de l'Etat pour mieux reconstruire

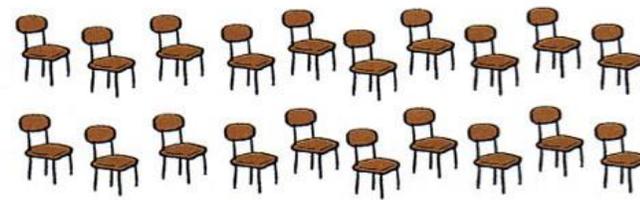
B- La modernisation politique et administrative

C- Les limites de la IVe République

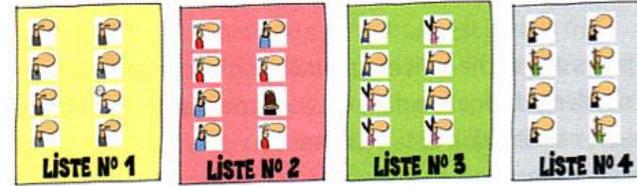


Scrutin proportionnel à un tour

On vote pour l'ensemble des sièges à pourvoir dans toute la France



Plusieurs sièges à pourvoir



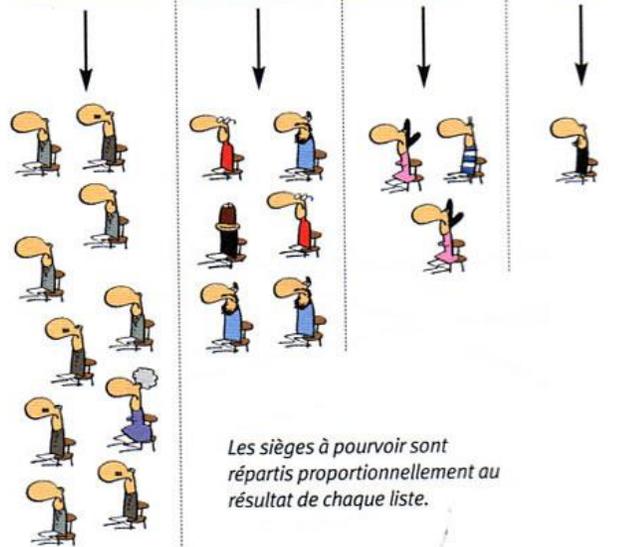
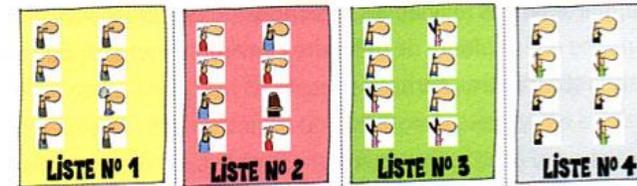
1 seul tour

50 %

30 %

15 %

5 %



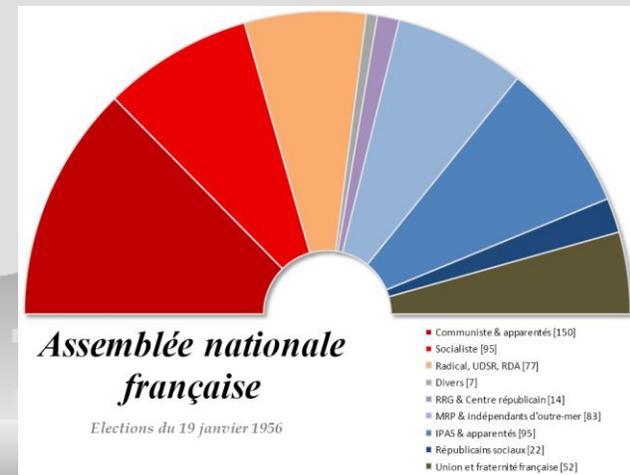
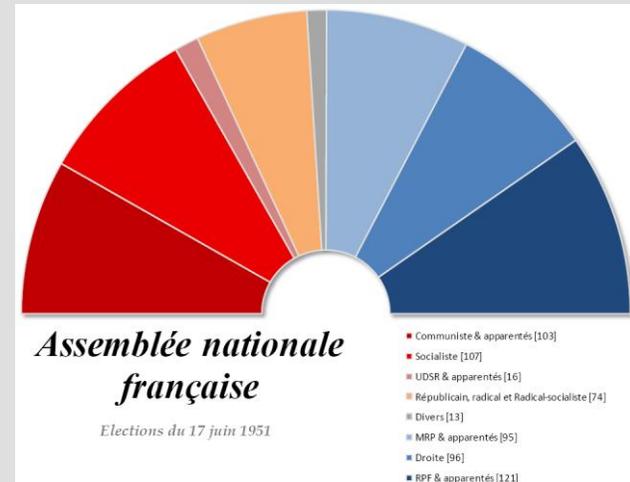
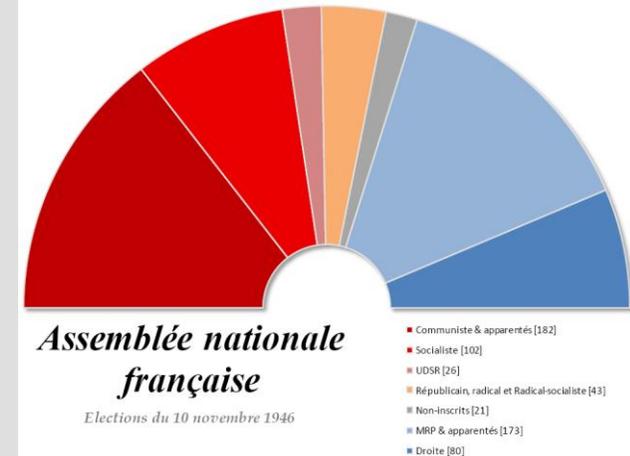
Les sièges à pourvoir sont répartis proportionnellement au résultat de chaque liste.

Cela privilégie les petits partis car même avec un faible pourcentage de voix, ils peuvent obtenir des élus.

Cela a pour conséquence la difficulté à dégager une majorité claire à l'assemblée. Les partis doivent s'allier dans des coalitions.

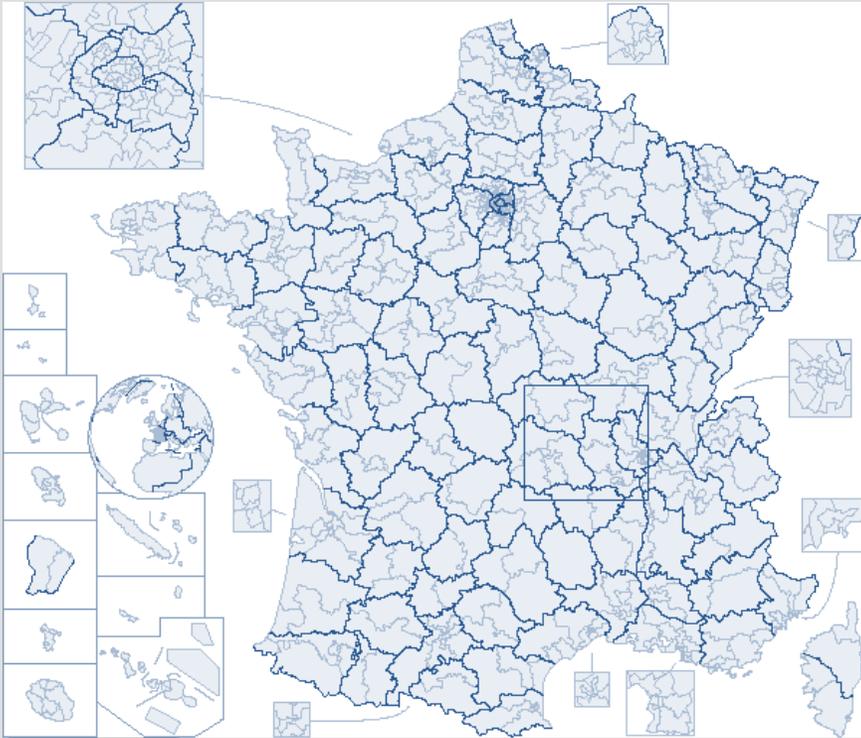
MAJORITE INTROUVABLE ET INSTABILITE GOUVERNEMENTALE

	CHEF DU GOUVERNEMENT	DATES D'EXERCICE DU GOUVERNEMENT	DURÉE D'EXERCICE DU GOUVERNEMENT
1ÈRE ASSEMBLÉE	Charles de Gaulle	du 21-11-1945 au 20-01-1946	3 mois
	Félix Gouin	du 26-01-1946 au 12-06-1946	4 mois et demi
DEUXIÈME ASSEMBLÉE CONSTITUANTE	Georges Bidault	du 23-06-1946 au 28-11-1946	5 mois
	Léon Blum	du 16-12-1946 au 16-01-1947	1 mois
	Paul Ramadier	du 22-01-1947 au 19-11-1947	10 mois
	Robert Schuman	du 24-11-1947 au 19-07-1948	8 mois
	André Marie	du 26-07-1948 au 28-08-1948	1 mois
	Robert Schuman	du 05-09-1948 au 07-09-1948	2 jours
	Henri Queuille	du 11-09-1948 au 06-10-1949	13 mois
	Georges Bidault	du 29-10-1949 au 24-06-1950	8 mois
	Henri Queuille	du 2-07-1950 au 4-07-1950	2 jours
	René Pleven	du 12-07-1950 au 28-02-1951	7 mois et demi
	Henri Queuille	du 10-03-1951 au 10-07-1951	4 mois
	René Pleven	du 10-08-1951 au 7-01-1952	5 mois
	Edgar Faure	du 20-01-1952 au 29-02-1952	1 mois
	Antoine Pinay	du 8-03-1952 au 23-12-1952	9 mois et demi
	René Mayer	du 8-01-1953 au 21-05-1953	4 mois et demi
	Joseph Laniel	du 28-06-1953 au 12-06-1954	11 mois et demi
	Pierre Mendès France	du 19-06-1954 au 5-02-1955	7 mois et demi
	Christian Pineau	du 17-02-1955 au 18-02-1955	1 jour
Edgar Faure	du 23-02-1955 au 23-01-1956	11 mois	
ASSEMBLÉE NATIONALE, TROISIÈME LÉGISLATURE	Guy Mollet	du 31-01-1956 au 21-05-1957	16 mois
	Maurice Bourgès-Maunoury	du 13-06-1957 au 30-09-1957	3 mois et demi
	Antoine Pinay	du 17-10-1957 au 18-10-1957	1 jour
	Guy Mollet	du 22-10-1957 au 28-10-1957	6 jours
	Félix Gaillard	du 5-11-1957 au 15-04-1958	5 mois
	Pierre Pflimlin	du 12-05-1958 au 28-05-1958	16 jours
	Charles de Gaulle	du 1-06-1958 au 8-01-1959	7 mois



Scrutin uninominal majoritaire à deux tours

Dans chaque circonscription électorale, un siège à pourvoir



Un siège à pourvoir



1^{er} tour

18 % 46 % 21 % 5 % 7 %



Selon la loi électorale en vigueur, seuls les 2 ou 3 premiers candidats peuvent se représenter au deuxième tour

2^e tour

16 % 49 % 33 %



est élu

Cela privilégie les gros partis.
Les petits sont systématiquement éliminés
dès l'issue du 1^{er} tour.

Cela favorise la constitution d'une majorité
à l'assemblée nationale

L'OPINION PUBLIQUE ET LA GUERRE D'ALGERIE



En juillet 1956, selon des sondages,

- 45% des Français sont prêts à négocier l'indépendance de l'Algérie plutôt que d'avoir à faire une grande guerre
- 51% des Français désapprouvent qu'on paye plus d'impôts pour financer les « dépenses d'Algérie »
- 48% refusent qu'on envoie les jeunes faire leur service militaire en Algérie
- 49% refusent qu'on envoie une ou plusieurs classes

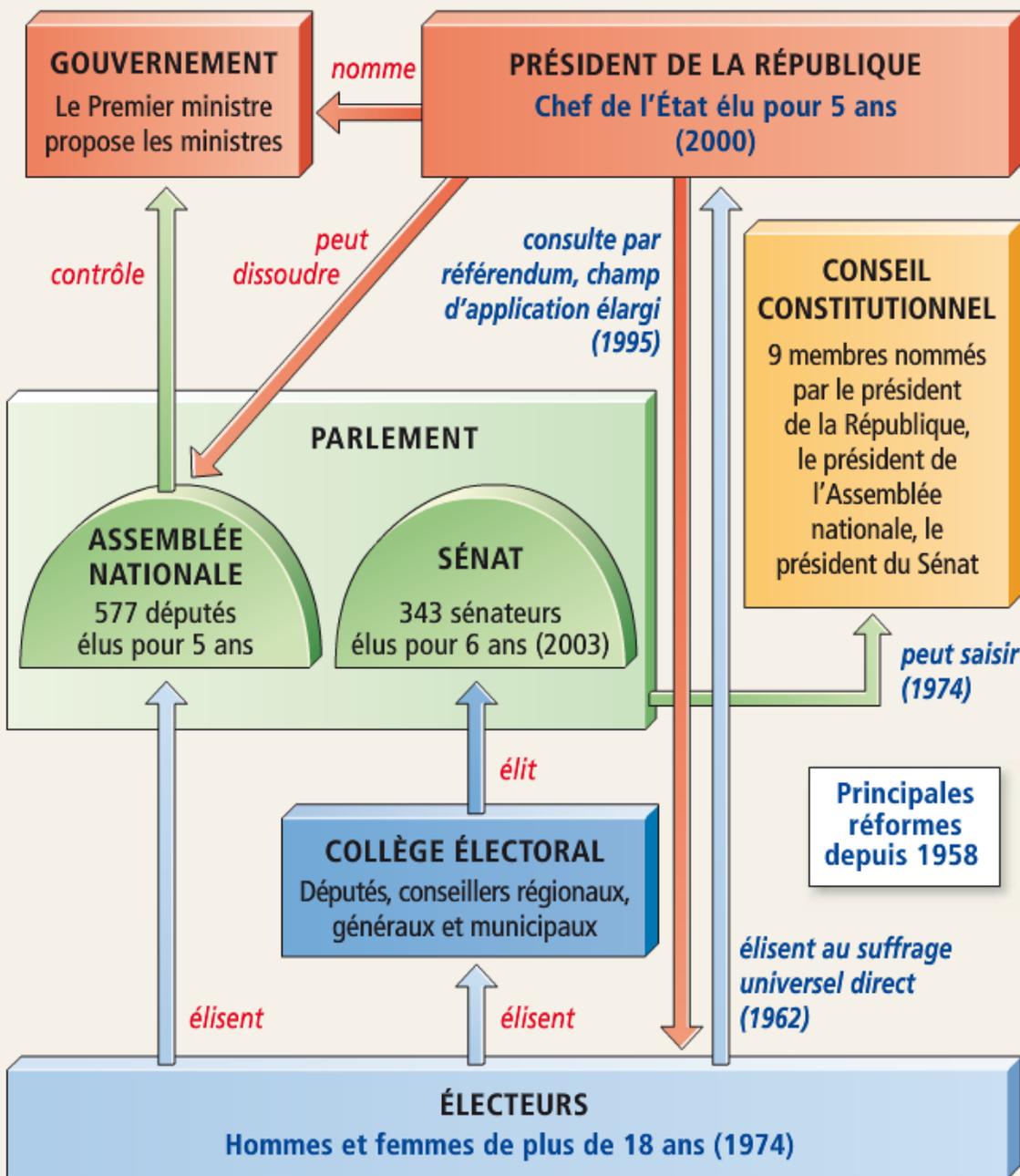
Source: Ageron Charles-Robert. L'Opinion française devant la guerre d'Algérie. In: *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 63, n°231, 2e trimestre 1976. pp. 256-285.

II- 1958-81 : LE RENFORCEMENT DE L'ETAT

A- Un Etat fort et entrepreneur

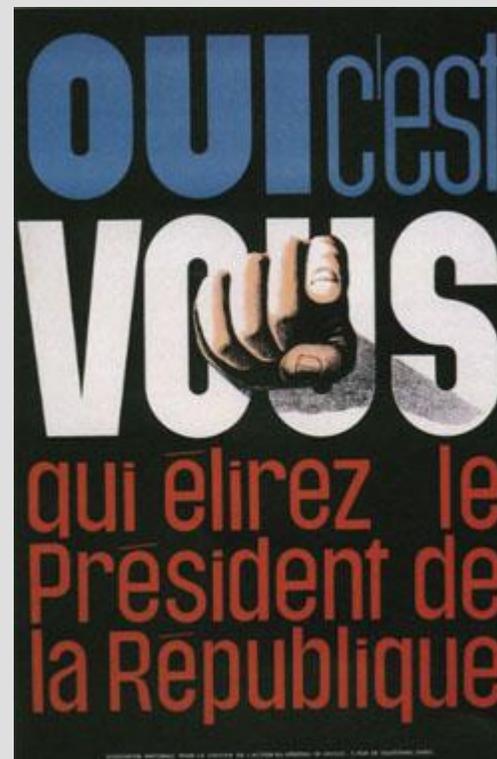


V^e République



DE NOUVELLES INSTITUTIONS ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR PRESIDENTIEL

La réforme de 1962



Le charisme du président



LA POLITIQUE DE GRANDEUR : DE GRANDS PROJETS ET REALISATIONS

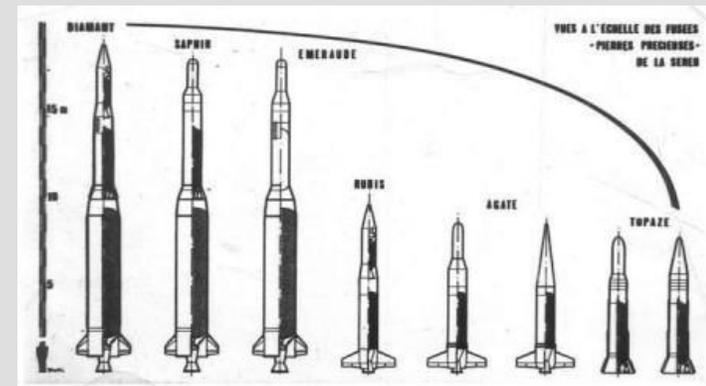
Le nucléaire (à partir de 1945)



Plan calcul en 1966



Programme de fusées « pierres précieuses » à partir de 1959



Le paquebot *Le France* mis à l'eau en 1960



Aérotrain à partir de 1967



Le Concorde: 1^{er} vol en 1969



Diamant



II- 1958-81 : LE RENFORCEMENT DE L'ETAT

A- Un Etat fort et entrepreneur

**B- Un Etat qui transforme la société et le
pays**



II- 1958-81 : LE RENFORCEMENT DE L'ETAT

A- Un Etat fort et entrepreneur

B- Un Etat qui transforme la société et le pays

C- L'Etat remis en cause et forcé de s'adapter



MAI 68 : LES NOUVEAUX BESOINS DE L'OPINION PUBLIQUE

Plus de liberté d'expression



Majorité à 21 ans

Pluralisme dans les media



Critique de l'ORTF

Nouvelle vision de la femme

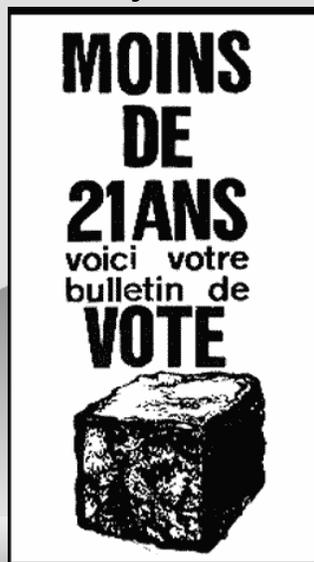


Pour un meilleur accès au travail, pour l'avortement, pour le droit au divorce

Démocratisation de l'école et mixité



Les écoles ne sont pas mixtes et le collège est réservé à une « élite »



MAI 68 : UNE CRISE VIOLENTE



manifestations,

grèves,

affrontements,

barricades

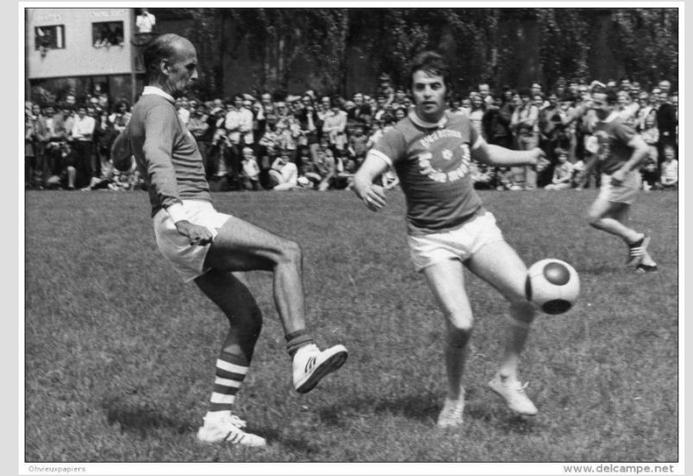


UN CHANGEMENT DANS LE STYLE

**LE PRÉSIDENT
DE TOUS LES FRANÇAIS
V. GISCARD D'ESTAING**



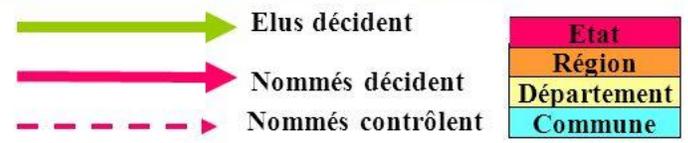
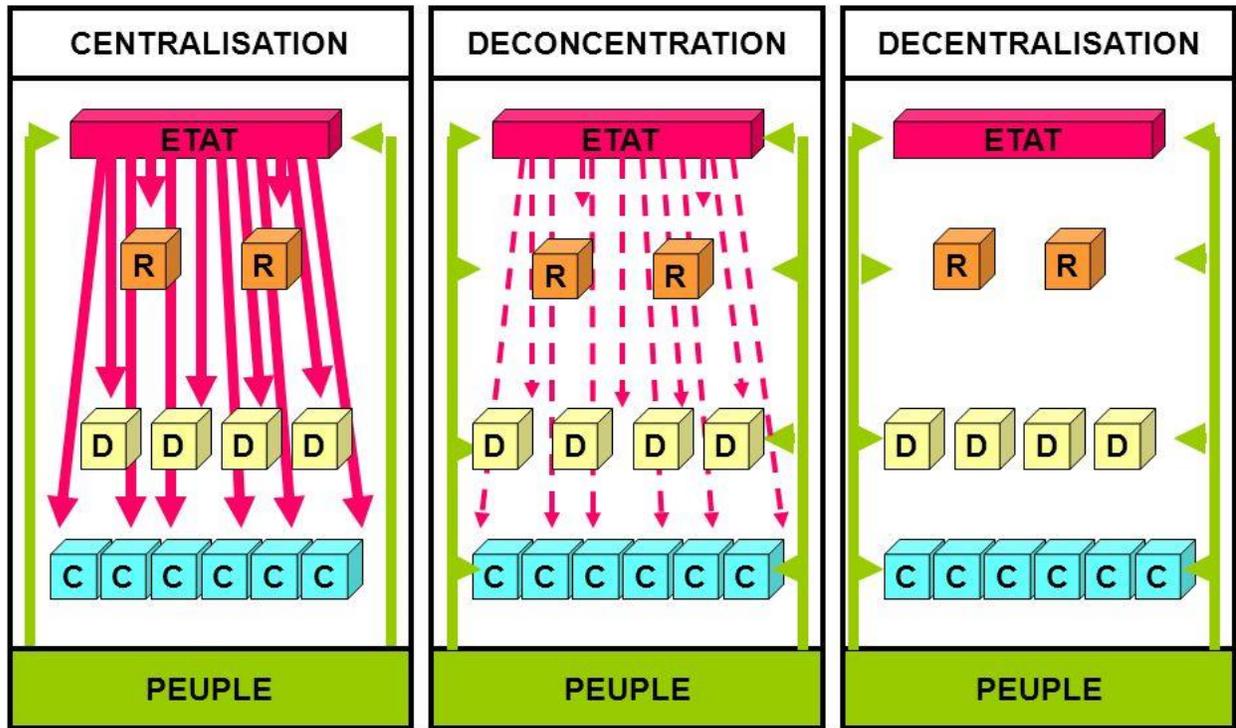
Les premiers vœux du président



III- L'ETAT DEPUIS 1981 : EROSION DE SON POUVOIR OU MUTATION DE SON ROLE ?

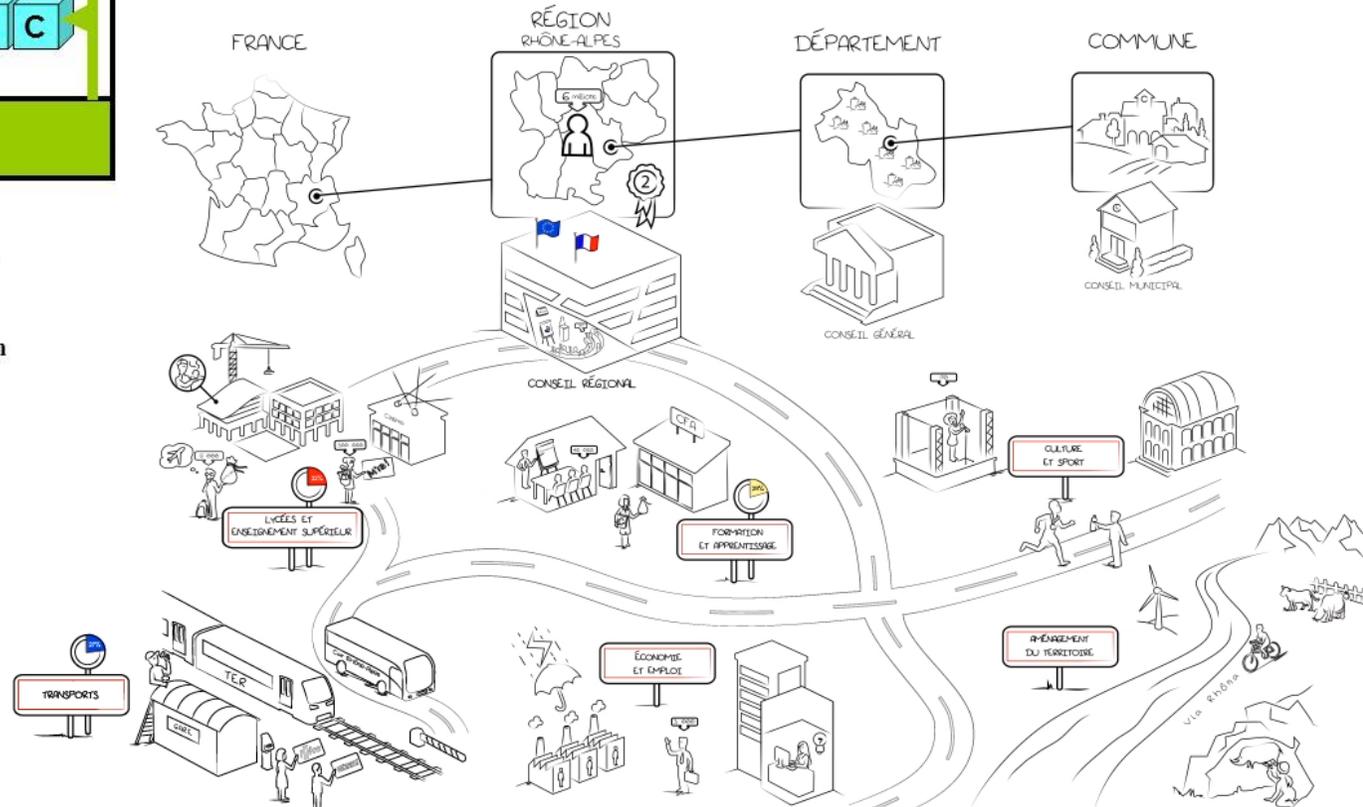
A- L'Etat délègue ses prérogatives et se transforme



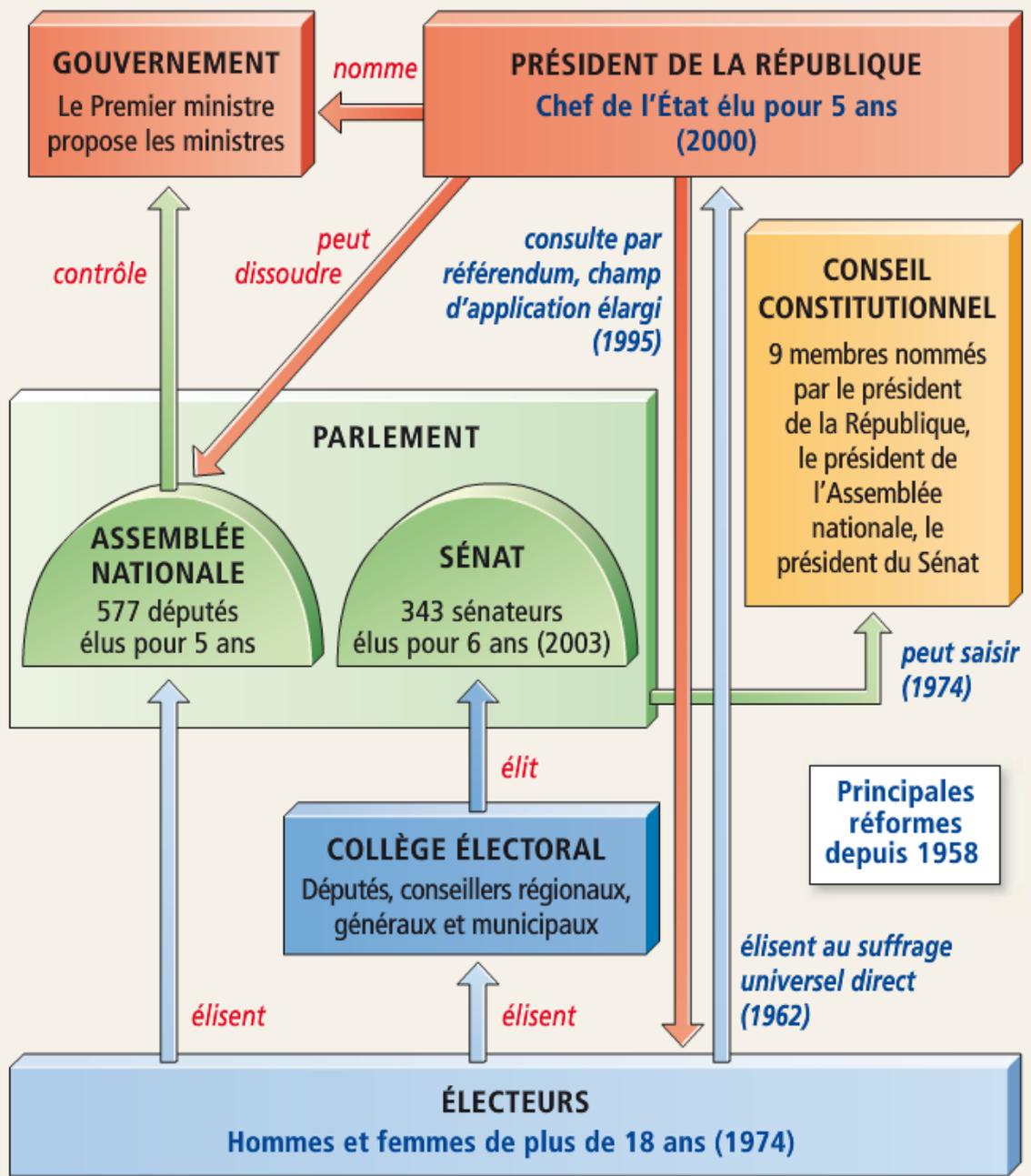


FRANCE
 Avant 1982 = Centralisation
 Désir = Décentralisation
 1982-2003 = Déconcentration

LA DECENTRALISATION

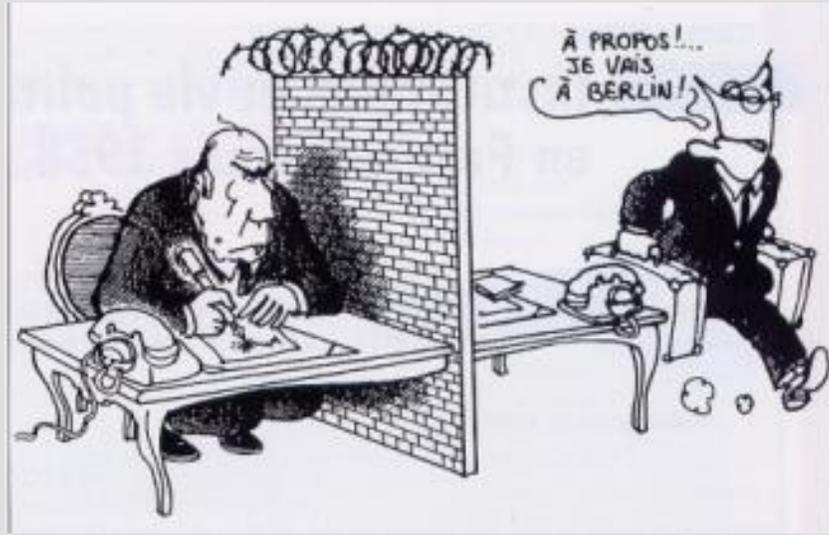


V^e République



L'ÉVOLUTION DES INSTITUTIONS

La cohabitation



La RGPP



III- L'ETAT DEPUIS 1981 : EROSION DE SON POUVOIR OU MUTATION DE SON ROLE ?

A- L'Etat délègue ses prérogatives et se transforme

B- L'Etat voit son rôle économique s'effriter et son action de plus en plus commentée et souvent contestée





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU REDRESSEMENT
PRODUCTIF

Montebourg veut « bâtir une stratégie de reconquête » avec les patrons

PAR CLAUDE

C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance.

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, devant un panneau de l'Université de la Méditerranée.



Arnaud Montebourg n'est pas parvenu à enrayer la désindustrialisation

L'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif n'a pas réussi à freiner les fermetures d'usines.

Émile Grousseau
@emilegrousseau

vingt-sept ans. Arrivé en mai 2012 à la tête du ministère de l'Économie et du Redressement productif, Arnaud Montebourg avait promis de freiner la désindustrialisation. Mais, à l'issue de son mandat, les fermetures d'usines ont continué à se poursuivre à un rythme effréné. L'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif n'a pas réussi à enrayer la désindustrialisation.



Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, devant un panneau de l'Université de la Méditerranée.

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

« C'est le chef de la section jeunesse de l'Université de la Méditerranée, Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, qui a été nommé à la présidence de la République. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. Il a promis de se consacrer à la promotion des entreprises et de la croissance. »

le Parisien Republique.fr
MAGAZINE

NOUVEAU
C-HIQUE FENDREY

CINÉMA
LA DERNIÈRE SURPRISE DE DISNEY

ÉCOLE
POUR OU CONTRE LES DEVOIRS

SCIENCE
D'INCROYABLES ÉOLIENNES VOLANTES

Sur cette photo, Arnaud Montebourg porte une robe à la mode Armani Lux, une montre Hermès et un robot Moulinex.

Notre rencontre avec Arnaud Montebourg

Le Made in France, il y croit, on l'a testé



INDUSTRIE & SERVICES

PSA
Le groupe va être coté en bourse pour la première fois en France. P. 14

GENERAL ELECTRIC
Le constructeur aéronautique américain se désengage de son activité de services. P. 14

OLYMPIA AIRWAYS
Le groupe aérien grec va être coté en bourse. P. 14

AUTOMOBILE
Dacia va être cotée en bourse. P. 14

RENAULT
Le constructeur français va être coté en bourse. P. 14

UEFA
Le groupe de médias va être coté en bourse. P. 14

DAIMLER
Le constructeur allemand va être coté en bourse. P. 14

DISTRIBUTION
Le groupe de distribution va être coté en bourse. P. 14

TECH & MÉDIAS
Le groupe de médias va être coté en bourse. P. 14

APPLE
Le constructeur américain va être coté en bourse. P. 14

SONY
Le constructeur japonais va être coté en bourse. P. 14

DERNIÈRE HEURE

Faute de commandes, Alstom cesse la production de trains à Belfort



Alstom a annoncé ce mercredi l'arrêt de la production de trains à Belfort. Le constructeur français a été contraint de cesser l'activité, jusqu'à l'été prochain, après avoir eu une baisse de commandes.

ALSTOM ET LA FERMETURE DU SITE DE BELFORT



INDUSTRIE & SERVICES

PSA
Le groupe va être coté en bourse pour la première fois en France. P. 14

GENERAL ELECTRIC
Le constructeur aéronautique américain se désengage de son activité de services. P. 14

OLYMPIA AIRWAYS
Le groupe aérien grec va être coté en bourse. P. 14

AUTOMOBILE
Dacia va être cotée en bourse. P. 14

RENAULT
Le constructeur français va être coté en bourse. P. 14

UEFA
Le groupe de médias va être coté en bourse. P. 14

DAIMLER
Le constructeur allemand va être coté en bourse. P. 14

DISTRIBUTION
Le groupe de distribution va être coté en bourse. P. 14

TECH & MÉDIAS
Le groupe de médias va être coté en bourse. P. 14

APPLE
Le constructeur américain va être coté en bourse. P. 14

SONY
Le constructeur japonais va être coté en bourse. P. 14

DERNIÈRE HEURE

Alstom : la fermeture du site de Belfort provoque un tollé politique



Le site de l'usine Alstom de Belfort, en septembre 2014. À l'époque, le constructeur français était en pleine expansion.

Emmanuel Macron se défend d'avoir laissé tomber Alstom

« Je ne suis pas responsable de la fermeture de Belfort », a déclaré Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à Belfort. Le candidat à la présidence de la République a insisté sur le fait que la décision de fermer le site de Belfort a été prise par la direction d'Alstom, et non par le gouvernement. Il a également souligné que le site de Belfort a été fermé en raison d'une baisse de commandes, et non d'une décision politique. Emmanuel Macron a également déclaré qu'il n'a pas eu de rôle à jouer dans la décision de fermer le site de Belfort.

L'exécutif et Alstom discutent enfin

Le gouvernement et la direction du fabricant de TGV travaillent sur un scénario de sortie de crise. Les salariés maintiennent la pression



Emmanuel Macron se défend d'avoir laissé tomber Alstom.

« Une décision opportuniste »
Pour ce député, M. Macron n'est pas venu à Belfort pour discuter de la fermeture du site de Belfort, mais pour discuter de la fermeture du site de Belfort. Il a également souligné que le site de Belfort a été fermé en raison d'une baisse de commandes, et non d'une décision politique. Emmanuel Macron a également déclaré qu'il n'a pas eu de rôle à jouer dans la décision de fermer le site de Belfort.

« Une grande erreur de ne pas aller à Washington à partir de maintenant, et d'arrêter les commandes de trains d'urgence », a déclaré Emmanuel Macron. Il a également souligné que le site de Belfort a été fermé en raison d'une baisse de commandes, et non d'une décision politique. Emmanuel Macron a également déclaré qu'il n'a pas eu de rôle à jouer dans la décision de fermer le site de Belfort.

Les pistes de l'Etat pour sauver Alstom Belfort

Le gouvernement met la pression sur la SNCF et la RATP pour gamir le carnet de commandes du groupe

Mais il n'est pas facile de trouver des commandes à Belfort. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de mettre la pression sur la SNCF et la RATP pour qu'elles gamissent le carnet de commandes du groupe Alstom. Le gouvernement a également déclaré qu'il n'a pas eu de rôle à jouer dans la décision de fermer le site de Belfort.



Le site d'Alstom, à Belfort, le 7 septembre.

Hanté par le fantôme de Florange, Hollande fait le forcing sur Alstom

« Je ne suis pas responsable de la fermeture de Belfort », a déclaré Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à Belfort. Le candidat à la présidence de la République a insisté sur le fait que la décision de fermer le site de Belfort a été prise par la direction d'Alstom, et non par le gouvernement. Il a également souligné que le site de Belfort a été fermé en raison d'une baisse de commandes, et non d'une décision politique. Emmanuel Macron a également déclaré qu'il n'a pas eu de rôle à jouer dans la décision de fermer le site de Belfort.

L'Humanité.fr

SOCIAL-ÉCO
ALSTOM INDUSTRIE FERMETURE D'ENTREPRISE

Alstom : l'Etat complice de l'impuissance publique industrie

SÉBASTIEN CRÉPEL, MARION DALLARD, OLIVIER MORIN ET LOLA RUSCO MARDI, 13 SEPTEMBRE, 2016 L'HUMANITÉ



François Hollande lors de sa visite à l'usine d'Alstom, au Creusot (Saône-et-Loire), le 7 décembre 2011. À ce moment-là, le candidat socialiste n'était pas au pouvoir.

À la Une



En Pologne, la loi anti-IVG se heurte à la résistance des femmes



Après le « samedi mort » à Belfort, Alstom mobilise toute la semaine

LE « BASHING POLITIQUE »



III- L'ETAT DEPUIS 1981 : EROSION DE SON POUVOIR OU MUTATION DE SON ROLE ?

A- L'Etat délègue ses prérogatives et se transforme

B- L'Etat voit son rôle économique s'effriter et son action de plus en plus commentée et souvent contestée

C- Que reste-t-il à l'Etat ?



LES GRANDS TRAVAUX PRESIDENTIELS

François Mitterrand

Arche de la Défense



Le ministère des finances à Bercy



Opéra Bastille



Institut du monde Arabe



La cité de la musique



Le musée d'Orsay



La pyramide du Louvre



La bibliothèque Nationale



Le centre Djibao



La cité des sciences

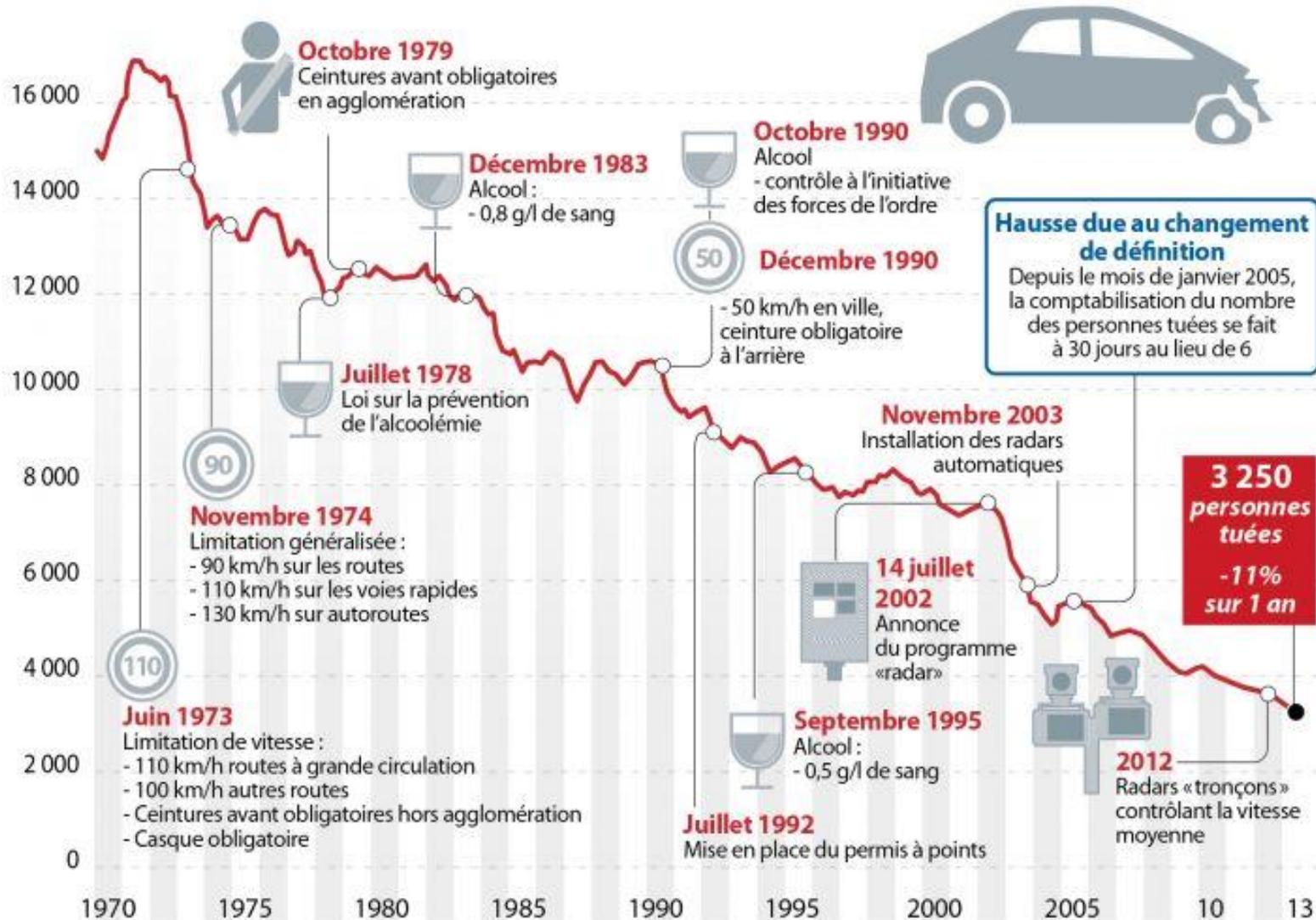


Jacques Chirac
Le musée du Quai Branly



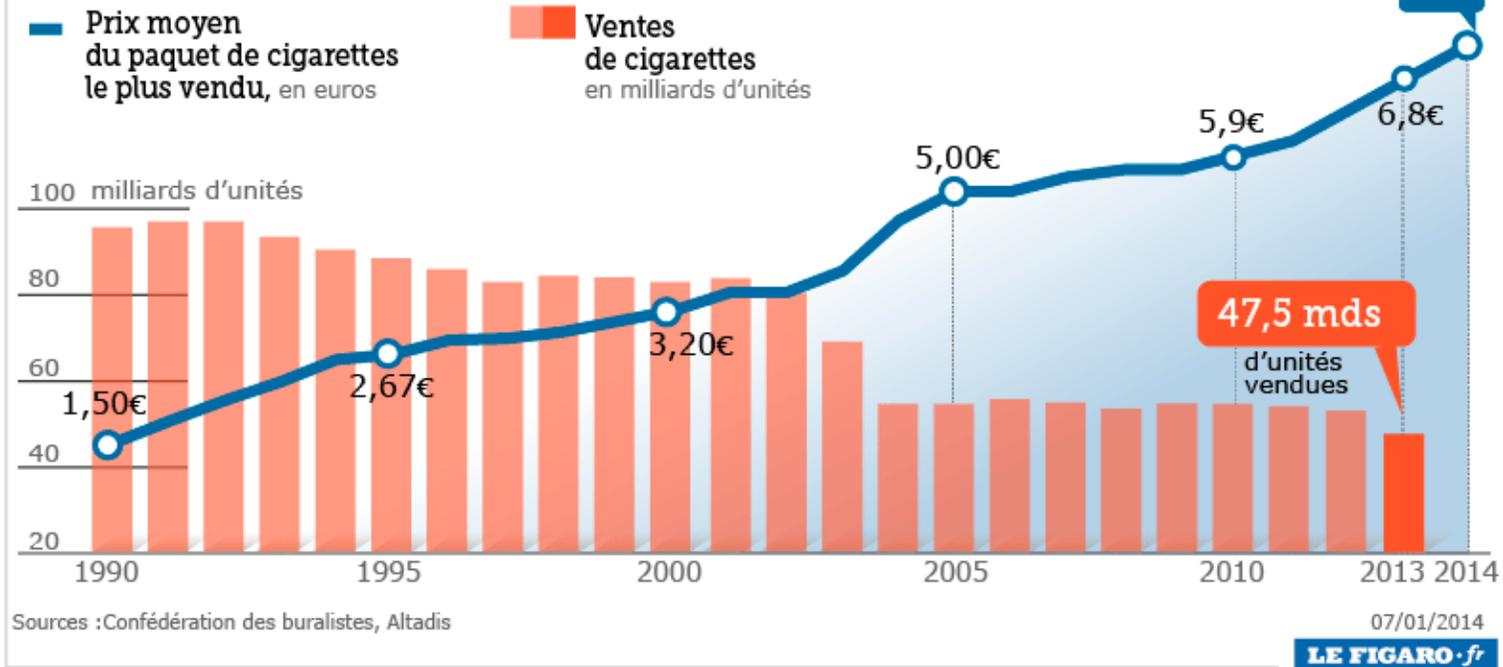
LA LUTTE CONTRE LA MORTALITE AU VOLANT

Les tués sur la route en France métropolitaine



« LE TABAC, C'EST TABOU, ON EN VIENDRA TOUS A BOUT »

Les ventes de cigarettes ont reculé de 7,7% en 2013



Depuis 2002 et « la guerre au tabac » déclarée par le Président de la République Jacques Chirac dans le cadre du **Plan cancer I** (2003-2007), et depuis 2004, création de l'Institut National du Cancer, la lutte contre le tabagisme s'est largement développée. C'est au cours de ce premier plan Cancer qu'ont eu lieu des hausses de prix fortes et répétées (+ 42 % entre 2002 et 2004) pour dissuader l'accès au tabac. L'apposition des avertissements sanitaires illustrés sur les paquets de cigarettes (arrêté du 15 avril 2010), le renforcement de la politique d'aide au sevrage tabagique (montant de remboursement des substituts nicotiques porté de 50 à 150 € pour les femmes enceintes en septembre 2011), et le renforcement de la protection des mineurs face au tabagisme (en 2009, extension de l'interdiction de vente aux moins de 18 ans au lieu des moins de 16 ans) ont ainsi été mises en application lors du **Plan cancer II** (2009-2013)

Un **troisième Plan Cancer** (2014-2019) a été lancé le 4 février 2014 par le président de la République François Hollande. L'objectif 10 de ce plan prévoit la mise en place du Programme National de réduction du Tabagisme (PNRT).

UN FUMEUR MEURT TOUTES LES:

DAYS 00 HOURS 00 MINUTES 00 SECONDS 07

